

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 27/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

BP 1403
68071 MULHOUSE

Références : 0467_2022_07_05_PEUGEOT_SAUSHEIM_VIIC-surv-rejets-eaux
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM. L'inspection a été annoncée le 24/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2019 en Grand-Est, seulement 9 % des masses d'eau sont en bon état écologique et chimique, contre 46 % en mauvais état pour ces deux critères. L'effort à consentir pour l'atteinte du bon état des masses d'eau à horizon 2027 (fixé dans les SDAGE Rhin-Meuse et Seine-Normandie en Grand Est) est encore grand, et les freins pour l'atteinte des objectifs nombreux.

Un croisement entre les données de qualité du milieu et les données en matière de rejets a donc été effectué pour réviser les priorités de l'inspection pour le cycle SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) 2022-2027. En Grand-Est, et selon cette méthode, 269 installations classées (dont le site contrôlé fait partie) rejettent dans des masses d'eau en mauvais état des effluents potentiellement chargés en substances qui contribuent à leur déclassement.

L'action consiste dans ce cadre d'une part en un examen de la robustesse des prescriptions préfectorales pour tous les rejets dans les masses d'eau dégradées et d'autre part en un contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets tels qu'ils existent (notamment pour les contributeurs majeurs).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

- Route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) de véhicule automobile. Il abrite également d'autres activités concourant à la fabrication d'automobiles ou pièces de rechanges (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'eau issues d'un ensemble d'activité du site (traitement de surface, cataphorèse, forge, fonderie, etc).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : surveillance des rejets aqueux industriels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Equipement des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Equipement des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.6.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 1.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Etude de réduction des émissions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.9.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Mise en œuvre du contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.8	Sans objet
8	Caractéristiques générales des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.7	Sans objet
12	Respect du programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.3.1	Sans objet
13	Respect du programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant postérieurement à l'inspection permette de mettre en avant les non-conformités suivantes :

- absence de mentions réglementaires sur les plans des réseaux des effluents du site (la localisation des ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et points de rejets),
- le système permettant le prélèvement continu du rejet n°1 n'est pas proportionnel au débit,
- des équipements abandonnés et en état dégradé sont présents sur la station de pré-traitement physico-chimique du site,
- le plan de maintenance mis en place par l'exploitant sur la station de pré-traitement physico-chimique ne permet pas de garantir le maintien en bon état des équipements de la station,
- les valeurs limites d'émissions pour un ensemble de paramètre (Chrome, Cuivre, DBO5, DCO, Fe+Al, Toluène et Zinc) sont dépassées de manière récurrente par l'exploitant sur le point de rejet de n°1,
- l'exploitant n'exploite pas les transmissions d'autosurveillance qu'il génère et par conséquent, ne propose aucune action corrective afin de retrouver une situation de conformité pour ses rejets,
- l'exploitant ne formalise pas le rapport trimestriel visant à synthétiser les résultats de son autosurveillance pour transmission des constats et conclusions à l'inspection des installations classées,
- l'exploitant n'a pas transmise l'étude de réduction ou de suppression de certaines des substances contenues dans ses rejets,
- lorsqu'il réalise les campagne de recalage qui lui sont imposées, l'exploitant ne fait pas appel à un préleveur accrédité pour la constitution de ses échantillons, et il n'exploite pas les résultats de ce contrôle, par voie de conséquence il ne propose aucune action corrective en cas de constat d'écart entre les résultats de son autocontrôle et les résultats issus du contrôle externe de recalage.

Par ailleurs certaines dispositions actuellement opposables au site (liées à la surveillance du point de rejet n°2 - eaux de refroidissement) ne sont plus en adéquation avec la configuration des rejets sur site, il convient que l'exploitant fournisse à l'inspection des installations classées les éléments permettant de réglementer ce rejet de manière cohérente vis-à-vis des conditions opératoires sur site.

Enfin il apparaît que pour l'une des dispositions réglementaires contrôlées des compléments soient à fournir par l'exploitant en vu de pouvoir statuer sur la bonne application des conditions normatives quant aux opérations de prélèvement qu'il réalise dans le cadre de son auto-contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; • les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute

nature.[...]
<p>Constats : Le contrôle de cette disposition s'est fait au travers de l'examen d'un ensemble de plans fournis par l'exploitant postérieurement à l'inspection.</p> <p>L'ensemble des éléments examinés montrent des écarts vis-à-vis de la prescription contrôlée. En effet ne figurent pas sur les plans fournis par l'exploitant la localisation des ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et points de rejets (à minima ce décrit par les articles 4.3.5.1 et 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral du 10/10/2019 réglementant les rejets du site).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Equipement des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.6.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes permettant le prélèvement continu du rejet n°1 sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h.[...]</p> <p>Le système permettant le prélèvement continu du rejet n° 4 est proportionnel au débit sur une durée de 24 h en fonction des caractéristiques du rejet de l'installation.[...]</p>
<p>Constats : Il a pu être constaté sur site et à l'examen des documents transmis par l'exploitant postérieurement à l'inspection l'absence d'asservissement au débit pour le dispositif de prélèvement du point de rejet n°4. Ceci constitue une non-conformité à la disposition contrôlée. Le pas de temps 24h pour la constitution des échantillons est respecté selon les programmes associés aux points de rejets n°1 et 4. Le point de rejet n°4 dispose d'un asservissement au débit pour la constitution de l'échantillon.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Equipement des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.6.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système permettant le prélèvement continu du rejet n° 4 [...] permet la conservation des échantillons conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats : Le respect des conditions normatives n'a été réalisé que relativement aux conditions de conservations liées à la température et à la nature du flaconnage. Lors du contrôle sur site la température de conservation du préleveur du point de rejet n°4 était inférieure à 5°C. Cette valeur est cohérente avec les mentions faites dans le chapitre 8 de la norme citée dans la prescription contrôlée. Les échantillons sont réalisés dans des flacons en PEHD vides. En lien avec les paramètres faisant partie du programme de surveillance du site, il est synthétisé ci dessous quelques éléments normatifs issus de la norme NF EN ISO 5667-3 (tableau A1) et précisant les modalités de conservation des échantillons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Azote total : flacon plastique possible avec acidification H2SO4, durée maximale de stockage 1 mois,

- DCO : flacon plastique possible avec acidification H₂SO₄, durée maximale de stockage 6 mois,
- aluminium, chrome, cuivre, fer, nickel, phosphore, vanadium et zinc : flacon PEHD possible avec acidification à l'acide nitrique HNO₃, durée maximale de stockage 6 mois.

Au vu de ces éléments il apparaît que l'exploitant ne respecte pas en tout point les éléments prévus par la norme encadrant les dispositions relatives à la conservation des échantillons. En effet aucune acidification n'est réalisée au niveau du flaconnage du préleveur, or il est rappelé que d'après la norme précitée, est à considérer comme « conservation d'un échantillon » : toute procédure visant à stabiliser un échantillon, c'est-à-dire à stabiliser les propriétés à étudier, depuis l'étape du prélèvement jusqu'à celle de la préparation pour analyse. La phase d'échantillonnage fait donc bien concernée par les dispositions relatives à la conservation des échantillons.

Bien que l'arrêté préfectoral du site, ne le précise pas, en application des principes de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), il appartient à l'exploitant au vu des écarts normatifs constatés de justifier qu'il met en œuvre les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, pour ces paramètres et l'ensemble des éléments inclus dans son autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 1.5.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.[...]
Constats : il a pu être constaté sur la station de pré-traitement physico-chimique la présence d'équipement abandonnés et dans un état de dégradation avancé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.
Constats : Il a été constaté sur site que certains équipements présents sur la station Degrémont, tel que flexibles ou manchette, étaient dégradés (écrasés ou troués). L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection le plan de maintenance de la station de traitement des eaux dite « Degrémont ». Ce plan de maintenance fait état de fréquence annuel pour l'entretien des équipements constituant la station, aucun entretien n'est indiqué pour les flexibles par ailleurs. Le plan de maintenance fourni est lacunaire et ne permet de répondre aux exigences de la

prescription contrôlée.
Observation n°1 : Il appartient à l'exploitant de mettre en place un plan de maintenance structuré et permettant de s'affranchir d'utilisation de matériel dégradé sur la station de traitement interne au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.8		
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Valeurs limites pour le point de rejet n°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) : Concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non decantées) issues de l'ensemble des installations, mesures à l'entrée de la station épuration urbaine du SIVOM de Mulhouse (sortie canalisation Peugeot) :		
Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (kg/j)
MEST	400	500
DBO ₅	450	800
DCO	1750	3000
Azote global (exprimé en N)	75	200
Phosphore total (exprimé en P)	15	50
Ion fluorure (en F ⁻)	12	6
Hydrocarbures totaux	8	5
AOX	0,8	2,5
Cadmium et composés (en Cd)	0,2 jusqu'au 31/12/19 0,025 après le 31/12/19	0,6 jusqu'au 31/12/19 0,01 après le 31/12/19
Etain et composés (en Sn)	2 jusqu'au 31/12/19 1,6 après le 31/12/19	0,05 après le 31/12/19
Cyanures totaux	0,1 jusqu'au 31/12/19 0,08 après le 31/12/19	0,03 après le 31/12/19
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 jusqu'au 31/12/19 0,12 après le 31/12/19	1,6 jusqu'au 31/12/19 0,1 après le 31/12/19
Chrome et composés (en Cr)	0,5 jusqu'au 31/12/19 0,08 après le 31/12/19	1,6 jusqu'au 31/12/19 0,03 après le 31/12/19
Nickel et composés (en Ni)	0,5 jusqu'au 31/12/19 0,16 après le 31/12/19	1,6 jusqu'au 31/12/19 0,05 après le 31/12/19
Zinc et composés (en Zn)	2 jusqu'au 31/12/19 0,64 après le 31/12/19	6 jusqu'au 31/12/19 2 après le 31/12/19
Fer et Aluminium composés (en Fe+Al)	4	12
Plomb et composés (en Pb)	0,5 jusqu'au 31/12/19 0,08 après le 31/12/19	1,6 jusqu'au 31/12/19 0,05 après le 31/12/19
Manganèse et composés (en Mn)	1 jusqu'au 31/12/19 0,8 après le 31/12/19	3,1 jusqu'au 31/12/19 0,5 après le 31/12/19
Arsenic et composés (en As)	0,05 jusqu'au 31/12/19 0,02 après le 31/12/19	0,2 jusqu'au 31/12/19 0,03 après le 31/12/19
Benzène	1,5 jusqu'au 31/12/19 0,04 après le 31/12/19	4,7 jusqu'au 31/12/19 0,02 après le 31/12/19
Toluène	4 jusqu'au 31/12/19 0,06 après le 31/12/19	12 jusqu'au 31/12/19 0,02 après le 31/12/19
Ethylbenzène		0,003 après le 31/12/19
Xylène	1,5 jusqu'au 31/12/19 0,04 après le 31/12/19	4,7 jusqu'au 31/12/19 0,01 après le 31/12/19
HAP	0,05 jusqu'au 31/12/19 0,002 après le 31/12/19	0,002 après le 31/12/19
Indice phénol	0,3 jusqu'au 31/12/19 0,24 après le 31/12/19	0,9 jusqu'au 31/12/19 1,5 après le 31/12/19
Nonylphénols	0,02 après le 31/12/19	0,05 après le 31/12/19
DEHP	0,02 après le 31/12/19	0,01 après le 31/12/19
Tributylétain cation	0,02 après le 31/12/19	0,05 après le 31/12/19
AMPA	0,36 après le 31/12/19	1,1 après le 31/12/19
Chloroalcanes	0,02 après le 31/12/19	0,1 après le 31/12/19

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne dépasse le double de la valeur limite prescrite[...]

Constats : L'examen du respect des valeurs limites opposables sur le point de rejet n°1 du site, n'a été réalisé que sur la période janvier 2021 à juin 2022. Il ne substitue par ailleurs pas à la responsabilité de l'exploitant quant à l'analyse exhaustive de conformité de ses rejets concernant l'ensemble des contraintes réglementaires qui s'opposent à ses rejets. Les résultats transmis par l'exploitant font état de nombreux dépassements, l'analyse de l'inspection l'amène à conclure que certains sont conjoncturels (dépassements ponctuels pour un paramètre sans répétition dans le temps et au gré d'évènement relevant de l'incident), et d'autres structurels (répétition dans le temps et en lien avec la structure des rejets du site). Ainsi ne sont décrits dans ce constat que les

éléments relevant des dépassements structurels qui devront faire l'objet d'une action contextualisée et structurée de l'exploitant. Ainsi sur la période considérée concernant :

- le Chrome total (fréquence de surveillance mensuelle) : 3 dépassements de la VLE en concentration, 6 dépassements de la VLE en flux et 3 dépassements du double du flux autorisé, ces dépassements sont notamment présents sur le premier semestre 2022,
- le Cuivre (fréquence de surveillance journalière) : 3 dépassements de la VLE en concentration et 1 dépassement du double de la concentration autorisée, 19 dépassements de la VLE en flux et 3 dépassements du double du flux autorisé, ces dépassements sont notamment caractérisés sur les mois de février, mars et mai 2022,
- la DBO5 (fréquence de surveillance hebdomadaire) : 98 dépassements de la VLE en concentration (20 % des résultats) et 1 dépassement du double de la concentration autorisée, et 22 dépassements de la VLE en flux (5 % des résultats), ces dépassements sont présents sur l'ensemble de la période considérée,
- la DCO (fréquence de surveillance journalière) : 46 dépassements de la VLE en concentration et 2 dépassements du double de la concentration autorisée, 6 dépassements de la VLE en flux et 2 dépassements du double du flux autorisé, ces dépassements sont notamment caractérisés sur les mois de février et mars 2022,
- le Fe + Al (fréquence de surveillance journalière) : 67 dépassements de la VLE en concentration et 17 dépassements du double de la concentration autorisée, 5 dépassements de la VLE en flux et 4 dépassements du double du flux autorisé, ces dépassements sont présents sur l'ensemble de la période considérée,
- le toluène (fréquence de surveillance trimestrielle) : 5 dépassements de double la VLE en concentration (100 % des résultats), ces dépassements sont présents sur l'ensemble de la période considérée,
- et le zinc (fréquence de surveillance journalière) : 178 dépassements de la VLE en concentration et 96 dépassements du double de la concentration autorisée, 40 dépassements de la VLE en flux et 18 dépassements du double du flux autorisé, ces dépassements sont présents sur l'ensemble de la période considérée.

Lors du contrôle sur site, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer l'ensemble des dépassements détaillés ci-dessus. Concernant les macro polluants tel que la DBO ou la DCO selon les éléments qu'il a mentionné cela serait du au caractère défectueux de l'unité de traitement mise en œuvre au niveau du bâtiment SA13 (fosse de relevage vers SIVOM). Cette unité de traitement n'était jusqu'alors pas référencé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, mais les étapes de traitement mise en œuvre concourraient à abattre selon l'exploitant un certain nombre de polluant. Lors du contrôle sur site, l'exploitant et son prestataire on fait mention d'une unité de traitement à l'arrêt depuis plusieurs mois, et en l'état absence de mise en œuvre d'une solution de remplacement dans les crédits alloués au fonctionnement des installations. L'exploitant est donc en non-conformité vis-à-vis du respect d'un certain nombre de valeur limite, il n'a pas à l'heure, du contrôle prévu d'engager d'action en vu d'atteindre la conformité requise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.8									
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée : [...] Valeurs limites pour le point de rejet n°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :									
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne sur 24 h consécutives (mg/l)</th></tr><tr><td>MEST</td><td>35</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr></table>	Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (mg/l)	MEST	35	Hydrocarbures totaux	10	DCO	125	
Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (mg/l)								
MEST	35								
Hydrocarbures totaux	10								
DCO	125								
Le volume annuel rejeté est au maximum de 150 000 m3.[...]									
Constats : L'examen des mesures réalisées sur les années 2020 et 2021, ne montrent pas de dépassements des valeurs limites d'émission imposées par la prescription contrôlée. L'examen de la déclaration annuelle des émissions polluantes pour 2020 et 2021 fait état respectivement de 1970 et 4560 m3/an. Ces valeurs bien en deçà de la valeur limite autorisée ont été justifiée par l'exploitant par une modification du fonctionnement de son circuit d'eau de refroidissement. Les émissions de ce point de rejets sont désormais chroniques, mais très limitée dans l'année. Il convient de revoir les conditions d'émissions et les prescriptions associées afin de les rendre cohérente avec la réalité des rejets des installations.									
Type de suites proposées : Sans suite									
Proposition de suites : Sans objet									

N° 8 : Caractéristiques générales des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés au milieu naturel ou le réseau d'assainissement doivent être exempts : - de matières flottantes,[...]
Constats : Lors du contrôle sur site, il a pu être constaté une forte concentration d'algues dans le bassin tampon avant rejet au grand canal. Il n'a pas été caractérisé de non conformité stricte à la prescription contrôlée puisque le rejet n'était pas en fonctionnement, cependant la présence de ces algues en forte quantité serait susceptible d'engendrer une dégradation du milieu naturel récepteur en cas de mise en fonctionnement du rejet.
Observation n°2 : L'attention de l'exploitant est attirée sur l'obligation que ses rejets soient exempt de matières flottante, ainsi il apparaît judicieux qu'il mette en œuvre tout moyen pour éviter la prolifération des algues dans le bassin en amont du rejet n°2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 10.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Constats : L'analyse des déclarations transmises via l'application GIDAF pour la période de janvier 2021 à juin 2022, montre que l'exploitant ne met pas en œuvre les dispositions de la prescription contrôlée. En effet les commentaires reportés par l'exploitant quant aux dépassements ou événements particuliers mentionnés dans les déclarations GIDAF sont inadéquates, et systématisées. Ainsi les commentaires indiqués par l'exploitant dans l'application sont tous les mois les mêmes quelque soit la situation réelle des émissions. Par ailleurs aucun plan d'action n'est associé aux différents dépassements réglementaires reportés dans l'application. Ces faits constituent des non-conformités à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit avant la fin de chaque trimestre un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au Chapitre 10.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier, cause et ampleur des écarts), le cas échéant des mesures comparatives mentionnées au Chapitre 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Le rapport contient notamment une synthèse de la surveillance des émissions atmosphériques (installations liées aux activités des ateliers Peinture, Mécanique, Forge, Fonderie et Chaufferie) du site reprenant les dénominations définies dans les différents arrêtés réglementant les installations, les paramètres à mesurer, les valeurs limites associées, les débits et concentrations dans des unités compatibles avec les valeurs limites définies dans le présent arrêté, les flux horaires, journaliers, mensuels et annuels rejetés, les résultats obtenus avec indication des dépassements, commentaires et actions mises en place le cas échéant.</p> <p>La transmission des résultats de mesure pour les eaux souterraines et superficielles permettent une analyse rapide de la conformité des résultats au regard des valeurs limites opposables au site. Les résultats sont transmis mensuellement par voie électronique sous GIDAF à l'adresse suivante: https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr. L'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.</p> <p>D'une manière générale, les résultats des mesures en continu sont résumés dans le rapport et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce rapport est adressé avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre) à l'inspection des installations classées.</p>

Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport requis par la prescription contrôlée. Aucune transmission n'est réalisé par l'exploitant (contrôle sur les années 2021-2022). Les éléments d'analyse quant aux dépassements ou évènements particuliers mentionnés dans les déclarations GIDAF sont inadaptées, et systématisées. Ainsi les commentaires indiqués par l'exploitant dans l'application sont tous les mois les mêmes quelque soit la situation réelle des émissions. Ces éléments constituent des non-conformités à la prescription contrôlée. Au delà des éléments relatifs aux rejets aqueux du site, il est rappelé à l'exploitant que ce rapport trimestriel à transmettre à l'inspection doit contenir une synthèse des émissions des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Etude de réduction des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 4.3.9.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet, a l'inspection des installations classées, au plus tard le 30/09/2020, une étude technico-économique des moyens de réduction ou de suppression des rejets aqueux du site en zinc, fer, aluminium, nonylphenol, tributyletain cation et DEHP. Elle précisera, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les ateliers, les activités ou les opérations a l'origine de ces rejets ; • la nature et les quantités rejetées ; • les moyens de réduction ou de suppression ; • la faisabilité économique des procédés de traitement des effluents aqueux au regard des capacités financières du site. Elle proposera un plan d'actions, de réduction ou de suppression des rejets, accompagne d'un échéancier de réalisation, ou justifiera que le niveau des rejets est techniquement et économiquement aussi bas que possible. L'exploitant met en œuvre son plan d'actions conformément a l'échéancier propose, en tant compte des éventuelles modifications demandées par l'Inspection.
Constats : Aucune étude n'a été transmise par l'exploitant concernant les éléments mentionnés dans la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Respect du programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :
REJET EXTERNE : Référence du rejet vers le milieu récepteur :n°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Fréquences autocontrôle
Débit	En continu
pH	En continu
Température	En continu
MEST	Journalière
DBO ₅	Hebdomadaire
DCO	Journalière
Azote global (exprimé en N)	Journalière
Phosphore total (exprimé en P)	Journalière
Hydrocarbures totaux	Journalière
Zinc et composés (en Zn)	Journalière
Fer et composés (en Fe)	Journalière
Aluminium et composés (en Al)	Journalière
Cuivre et composés (en Cu)	Journalière
Plomb et composés (en Pb)	Journalière
Manganèse et composés (en Mn)	Journalière
Indice phénol	Journalière
Nickel et composés (en Ni)	Journalière
Chrome et composés (en Cr)	Mensuelle
Ion fluorures	Journalière
Nonylphénols	Mensuelle
Chloroalcanes	Mensuelle
DEHP	Mensuelle
Cadmium et composés (en Cd)	Mensuelle
AMPA	Trimestrielle
Tributylétain cation	Trimestrielle
AOX	Trimestrielle
Arsenic et composés (en As)	Trimestrielle
Etain et composés (en Sn)	Trimestrielle
Cyanures totaux	Trimestrielle
Benzène	Trimestrielle
Toluène	Trimestrielle
Ethylbenzène	Trimestrielle
Xylène	Trimestrielle
HAP	Trimestrielle

[...]

Constats : L'examen des mesures réalisées dans le cadre de la surveillance du rejet n°1 par l'exploitant sur la période de janvier 2021 et juin 2022 n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Respect du programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 10.2.3.1

Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :
REJET EXTERNE : [...] Référence du rejet vers le milieu récepteur :n°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Température	Annuelle
MEST	Annuelle
Hydrocarbures totaux	Annuelle
DCO	Annuelle

Constats : L'examen de la situation sur site et les modifications opérées par l'exploitant sur son circuit de refroidissement permettent à l'inspection de conclure que la prescription telle qu'elle est rédigée à ce jour est inadaptée. En effet en vue de répondre favorablement à cette disposition, l'exploitant s'oblige à rejeter une fois par an pour pouvoir réaliser une mesure sur le rejet n°2.

Compte tenu de la nature du rejet, il serait plus judicieux d'imposer à l'exploitant une mesure avant tout rejet (sans périodicité prédéfinie), comme mentionné pour les rejets par bache, dans l'article 34 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (relatif aux installations de traitement de surface). Il conviendra d'intégrer aux dispositions de surveillance des rejets, des éléments relatifs au maintien des conditions aérobie dans le bassin tampon avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Mise en œuvre du contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...].S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p> <p>Constats : L'autocontrôle mis en œuvre par l'exploitant est réalisé en partie par un prestataire non agréé, selon des méthodes standardisées, ce qui n'est pas en opposition avec les éléments réglementaires opposables aux installations. Dans ces conditions en matière de contrôle externe de recalage il appartient à l'exploitant de suivre les dispositions telle décrite ci dessus. A savoir que les prélèvements sont réalisés sous accréditation, et les mesures analytiques sous agréments ministériel. L'examen des bordereaux d'analyse n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection en matière d'agrément acquis par l'organisme qui effectue les mesures analytiques dans le cadre du contrôle externe de recalage. En revanche les prélèvements ne sont pas réalisés par un organisme possédant l'accréditation COFRAC pour la réalisation de cette opération. Ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.</p> <p>Par ailleurs des écarts de résultats sont mis en avant par l'exploitant dans son document d'analyse du contrôle externe de recalage, sans qu'aucune mesure corrective ne soient proposées. Ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois